



Communiqué

Table ronde féministe sur l'engagement avec l'Union africaine (UA)

Doubletree by Hilton, 14-15
Nairobi, Kenya août 2025

Du 14 au 15 août 2025, l'Initiative for Strategic Litigation in Africa (ISLA) a organisé une table ronde sur l'engagement féministe auprès de l'Union africaine (UA) à Nairobi, au Kenya. Cet espace fermé et réflexif a réuni des groupes féministes, notamment des militantes, des universitaires en droit et des actrices de mouvements, afin de répondre à la fragmentation croissante de l'engagement féministe auprès de l'UA.

Alors que l'organisation féministe a depuis longtemps fait progresser des questions essentielles telles que la lutte contre les violences fondées sur le genre, les droits sexuels et reproductifs, ainsi que la justice économique, la participation féministe aux processus de

réforme institutionnelle et structurelle demeure limitée. Cette lacune a eu des conséquences, comme on a pu le constater lors de l'élaboration de la Convention de l'UA sur l'élimination des violences à l'égard des femmes et des filles, où les perspectives féministes expertes ont été insuffisamment prises en compte malgré l'orientation genrée du traité. De telles exclusions mettent en évidence les risques de marginalisation continues de l'expertise féministe dans l'élaboration des cadres continentaux et des mécanismes de responsabilité.

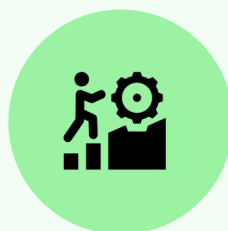
La table ronde a été convoquée avec les objectifs suivants :



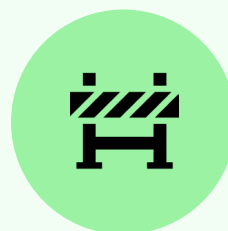
Cartographier les différentes composantes féministes engagées auprès de l'UA, y compris les jeunes et les activistes LGBTQI+.



Analyser la portée et les limites de l'engagement féministe à travers des plateformes telles que le GIMAC et FEMNET.



Examiner les défis rencontrés par les féministes et les OSC pour accéder aux structures de l'UA et les influencer.



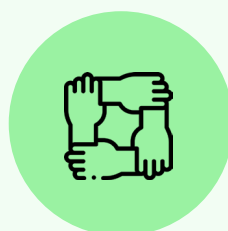
Interroger les barrières structurelles et politiques à la participation féministe dans les processus de l'UA.



Co-créer une stratégie pour un engagement féministe durable auprès des institutions de l'UA, en identifiant les possibilités d'action, les priorités en matière de plaidoyer et les mécanismes de coordination.



Explorer à quoi pourrait ressembler un écosystème féministe renforcé pour l'engagement auprès de l'UA, en mettant l'accent sur l'identité politique partagée, les actrices clés et de nouvelles façons de travailler ensemble.



Élaborer une vision partagée de l'écosystème féministe pour l'engagement auprès de l'UA, fondée sur la clarté politique, la solidarité et la responsabilité mutuelle.

Au cours de ces deux jours, les participantes ont réfléchi à l'organisation féministe historique et actuelle au sein des espaces de l'UA ; elles ont cartographié les expériences d'engagement avec les organes de l'UA tels que la CADHP, le CAEDBE, la Cour africaine, l'ECOSOCC et le Parlement panafricain ; et ont évalué la portée et les limites du plaidoyer féministe via des réseaux comme le GIMAC, FEMNET et SOAWR. Les discussions ont également examiné les « espaces inventés » créés par les mouvements féministes, en soulignant à la fois leur pouvoir de mobilisation et leurs limites.

Les délibérations ont mis en lumière des obstacles persistants à l'influence féministe, tels que l'opacité des processus décisionnels de l'UA, la fragmentation de l'engagement féministe, les obstacles procéduraux et la participation purement symbolique. En même temps, les participantes ont exploré les opportunités de renforcer la solidarité entre les différentes composantes féministes, de construire une identité politique collective

et d'établir des structures de responsabilité permettant de soutenir l'engagement féministe dans les réformes et la prise de décision au sein de l'UA.

La table ronde s'est conclue par un accord visant à élaborer un-Cadre de plaidoyer féministe et une stratégie pour l'engagement auprès de l'UA, qui seront diffusés aux participantes pour recueillir des contributions supplémentaires et, à terme, une adoption officielle. Ce cadre reflétera la vision partagée des groupes féministes africains visant à repositionner les voix féministes au centre des réformes de l'UA, à renforcer le système africain des droits humains et à garantir que l'expertise féministe informe la conception et la mise en œuvre des politiques et institutions continentales.

**Nairobi, Kenya
25 août 2025**